

KARIM TABBOU, PREMIER SECRÉTAIRE NATIONAL DU FFS :

«Le peuple, le grand absent de cette Constitution»

«Le peuple est le plus grand absent de cette Constitution que la majorité des partis politiques soutiennent avant même qu'elle soit proposée.»

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - La position du Front des forces socialistes (FFS), exprimée par la voix de son premier secrétaire national, Karim Tabbou, est sans équivoque. Intervenant, hier, lors d'une conférence de presse animée au siège national du parti à Alger, Karim Tabbou soutient qu'«en Algérie, il y a une instance qui exerce le pouvoir en dehors des institutions de l'Etat». Il évitera de citer nommément cette «instance». Il déclarera que «toutes les précédentes constitutions, de 1963 jusqu'à celle de 1996, n'ont pas été en mesure de protéger les personnes et les institutions». Le premier secrétaire du FFS va plus loin en affirmant que «Bouteflika (sic) a, en 1999, cautionné une gestion violente des affaires du pays». Pour lui, la solu-

tion réside dans «l'arrêt de bricolage et des manœuvres de coulisses», et qu'«on arrête de mépriser et de décider à la place du peuple». Revenant sur le projet de révision de la Constitution, Karim Tabbou soutient d'emblée que «les changements des positions de certains individus sur cette question déshonorent la politique». Il dira à ce propos que «nous sommes face à deux agendas dans un seul pays.

Le premier, celui des partis politiques inscrits dans la logique du séraïl qui comprend les élections présidentielles, la révision de la Constitution et le troisième mandat, et le second sur lequel s'inscrit un front social bouillonnant», que les partis politiques évitent expressément d'évoquer.

L. M.



Karim Tabbou très critique.

Photos : DR

«Nous dénonçons les provocations du ministère de l'Intérieur»

Le FFS a dénoncé, hier, ce qu'il a qualifié de «provocations» du ministère de l'Intérieur suite à la demande par courrier «de type policier» formulée par les services du département de Zerhouni enjoignant le parti à fournir «une copie du règlement intérieur, une autre du règlement intérieur de la fédération, une copie du programme politique du parti et une liste d'émargement des participants au 4^e congrès». Se disant «surpris» de recevoir ce courrier, Karim Tabbou a affirmé qu'il ne répondra pas à cette demande «inacceptable». Il dit toutefois avoir fourni les documents nécessaires (P-V sur les nouveaux statuts, P-V sur le renouvellement des secrétariats, P-V de l'élection du président ainsi que le P-V de la désignation du premier secrétaire national) au lendemain de la tenue du congrès conformément à l'article 20 de la loi sur les partis politiques. «Je ne vois donc aucunement l'utilité de fournir aux services du ministère de l'Intérieur des documents internes au parti», a déclaré Karim Tabbou.

L. M.

«2008, une année politiquement risquée»

La première session ordinaire du conseil national du Front des forces socialistes (FFS), la première après la tenue du 4^e congrès du parti les 5, 6 et 7 septembre 2007, a eu à l'ordre du jour l'adoption d'un programme d'action et de rencontre.

A en croire Karim Tabbou, «l'année 2008, sera une année à risque au plan politique mais peut être décisive» pour l'activité de la formation d'Aït Ahmed. «C'est pour cela que nous avons choisi de mettre le parti en position offen-

sive et de reprendre notre position au sein des instances socialistes internationales», a-t-il poursuivi.

Ainsi, plusieurs rencontres sont prévues tout au long de cette année. Un forum social et du travail, le 1^{er} mai, une rencontre nationale des jeunes, le 19 mai, la conférence nationale des élus les 22 et 23 mai, la convention nationale thématique les 9 et 10 octobre et enfin la conférence d'évaluation démocratique et de transparence les 6 et 7 novembre.

L. M.

SIDI SAÏD AUX CONGRESSISTES DE LA MÉCANIQUE ET DE LA MÉTALLURGIE :

«Nous revendiquons la stabilité du pays»

Deux mois après avoir exprimé son soutien pour un troisième mandat au président Abdelaziz Bouteflika, l'UGTA, par la voix de son secrétaire général, vient de s'exprimer sur la question.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le sujet n'a pas été évoqué explicitement, mais Abdelmadjid Sidi Saïd n'a pas été par trente-six chemins pour plaider la «stabilité du pays». Selon lui, «l'UGTA revendique la stabilité du pays et ce n'est que grâce à cette stabilité qu'on peut faire de l'action syndicale. Lorsque l'UGTA plaide la stabilité, c'est parce que nous croyons que ce n'est qu'avec ce moyen que nous réussirons et qu'on peut gagner ; j'en suis certain».

Abdelmadjid Sidi Saïd, qui s'exprimait, hier, devant les congressistes de la Fédération nationale des travailleurs de la mécanique, de la métallurgie et de l'électronique et électrique affiliée à l'UGTA, dont les secondes assises se sont tenues à la Mutuelle des travaux publics de Zéralda, vient pour la première fois depuis décembre dernier argumenter la décision prise par son secrétariat national, à savoir le soutien pour un troisième mandat présidentiel.

Le secrétaire général de l'UGTA, dont le discours s'est étalé sur près d'une heure, a longuement parlé de l'action syndicale. Mais il a notamment fait état de «ce qui a été fait par son organisation tant dans le domaine de la revendication syndicale qu'à travers les propositions faites aux pouvoirs publics dans le domaine économique ou dans le secteur de la Fonction publique».

A l'intention des congressistes, il dira que des «gens nous accusent en se demandant ce qu'a fait véritablement l'UGTA». «Nous n'avons pas à rougir. Nous avons réalisé beaucoup de



choses», indique Sidi Saïd qui fera remarquer que «depuis 1990 à nos jours, l'organisation a consacré respectivement des réunions officielles à des dossiers importants tels le pouvoir d'achat, la retraite, la Fonction publique, le SNMG, le dialogue social, les salaires impayés ou encore les décisions de justice. Nous comprenons l'inquiétude des travailleurs du secteur de la Fonction publique, lorsqu'ils ne voient rien venir pour la simple raison qu'il reste encore un travail technique à faire comme ce fut le cas pour les conventions du secteur économique. Je tiens à vous le dire, il n'y a pas de résistan-

ce de la part du gouvernement sur cette question. Les choses évoluent le plus normalement du monde».

Le discours prononcé par le patron de la Centrale syndicale a été axé également autour des enjeux socio-économiques qui attendent son organisation. «Nous devons élever le niveau. Et votre rôle est celui d'engager une réflexion et faire des propositions pour le devenir de votre secteur. Il faut sortir avec des visions sur le secteur de la mécanique, engager des propositions à travers un dialogue fructueux», dira Sidi Saïd. Et d'ajouter : «Il faut un débat sur le secteur de la mécanique, puisque je considère que nous sommes aujourd'hui dans une phase de proposition qui nécessite débats et discussions. Moi, je crois au dialogue et je m'oppose fermement à toute forme de violence.» A ce sujet, il cite le cas de l'entreprise Anabib, sauvée grâce au dialogue et aux propositions.

Le secrétaire général de l'UGTA n'a pas raté l'opportunité de s'exprimer devant les congressistes de la Fédération de la mécanique pour indiquer : «Au sein de l'UGTA, il y a des courants politiques multiples que nous respectons tous. Les militants de ces partis qui sont au sein de l'UGTA sont avant tout des syndicalistes. Que les choses soient claires : l'ambition est légitime, mais elle doit se construire sur la base de la fraternité, de la continuité et d'un programme d'action. Il faut que vous sachiez également que le congrès est souverain et que la course aux postes de responsabilité n'est pas la priorité de l'UGTA. Il faut défendre les intérêts des travailleurs que vous représentez ici. Le respect de la discipline à travers le règlement intérieur et les statuts est une base fondamentale pour notre organisation.»

A. B.

CNEC Khaled Bounedjma s'explique :

«Said Makhlof n'a aucun lien avec la Cnec. Quant à ce M. Sahnoun Mohamed, il a été exclu de la wilaya lors du dernier congrès national qui a eu lieu les 28 et 27 mars 2007 à Tipasa. Les gens qui sont venus hier n'ont aucun lien avec notre organisation. Ce sont des personnes qui sèment le trouble et le doute. Chaque fin de semaine, nous sommes en regroupement au niveau des willayas et nous n'avons aucun problème. Ils sont manipulés par des partis politiques qui n'existent pas réellement sur la scène politique.

La Cnec se désengage et n'est pas responsable de leurs agissements. Ces gens veulent déstabiliser le pays et je suis fier d'être avec le président de la République et avec l'Etat algérien. C'est un programme du peuple algérien voté pour le président de la République.»